

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.  
N. BORDEANO.

## ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Étranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

## LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL &amp; FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :  
ANDRÉ ZAPCY.

## INSERTIONS :

annonces 4 <sup>me</sup> page.....	3 piastres la ligne
annonces 3 <sup>me</sup> page.....	5 »
insertions, corps du journal.....	15 »
La Livre Turque à n. 100.	—

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> octobre, et se paient d'avance.  
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à M. AN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et Co, à Vienne, 1, Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 139-140 Fleet Street.

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

(Agence Bordeano et Co.)

## Autriche-Hongrie.

Raguse, 19 soir.

Les Monténégrins ont été battus à Preschek et au défilé d'Ostrok. Le quartier général du prince Nikita est à Oransdol.

L'invasion du Monténégro par les troupes ottomanes s'effectue simultanément par trois points différents. La marche des trois corps est victorieuse.

## Roumanie.

Bucharest, 19 juin soir.

On affirme que la coopération de la Serbie à la guerre actuelle n'a pas été acceptée.

De grands préparatifs sont faits et un matériel considérable est réuni pour tenter le passage du Danube vers l'embouchure de l'Aluta.

## France.

Versailles, 20 juin matin.

La Chambre des députés a infligé au ministère par 363 voix un vote motivé de méfiance.

On croit que le maréchal de MacMahon va lancer un manifesté à la nation.

## Allemagne.

Berlin, 20 juin.

Les sentiments de méfiance à l'égard de la France, renaissent.

## NOUVELLES DE LA GUERRE.

(Télégrammes officiels).

(Traduits du Djéridi-Askéri.)

Le général de division Mehmed Ali pacha, commandant de la division de Novi-Bazar, au ministre de la guerre.

Le 6/18 juin 1877.

Les habitants du canton monténégrin de Lipova, comprenant environ 600 foyers et situé entre le plateau de Cinnaita et le district de Moratché, à l'ouest de Kolachine, avaient toujours été jusqu'à présent la cause permanente de l'insurrection des districts de Chavan et de Yzré, dont les habitants puisaient dans ledit canton leurs forces et leur appui.

Pour mettre fin à cet état de choses, un corps d'auxiliaires, sous le commandement de Salih pacha, est parti ce matin du camp de Ritchina.

Depuis Kollachine jusqu'à Topchnina, sur une étendue de trois heures à partir de la frontière, tous les défilés du territoire de Lipova ont été occupés par de nombreux détachements de nos troupes. Tous les corps des monténégrins qui elles ont rencontrés dans leur chemin ont été dispersés et mis en fuite.

Nos troupes ont ensuite vigoureusement attaqué et pris d'assaut la localité de Lipova qui est ainsi tombée en notre pouvoir.

Ismail Hakki pacha, gouverneur général d'Erzeroum, au ministre de la guerre.

Le 7/19 juin 1877.

Aucun mouvement militaire ne m'est signalé aujourd'hui par les commandants de nos corps d'armée en campagne.

Dans notre supplément d'hier nous avons publié les télégrammes annonçant que la division de l'Herzégovine,

s'avancant de Nikitch, était arrivée dans les défilés d'Ostrok.

Il résulte d'une longue dépêche de Suléman pacha reçue aujourd'hui au Séraskérat que la division partie de Krastak a livré aux environs de Preschka plusieurs combats aux monténégrins. L'ennemi a été battu et ses retraits ont été emportés d'assaut.

Après ces brillants faits d'armes, nos troupes sont arrivées victorieusement à Nikitch où elles ont introduit le convoi de vivres.

Le lendemain, dimanche, la division a pris l'offensive du côté du défilé d'Ostrok en enlevant à l'assaut tous les retranchements que l'ennemi avait élevés sur les hauteurs.

La division de Suléman pacha avance toujours et est sur le point de faire sa jonction avec la division de Scutari d'Albanie.

Des détails complémentaires seront incessamment publiés.

Les télégrammes reçus hier au Séraskérat des corps d'armée de Roumélie et d'Anatolie ne rapportent aucun événement.

(Djéridi-Askéri.)

Le commandant de Scutari d'Albanie télégraphie à la date du 7/19 du courant ce qui suit :

Le vapeur *Surat*, se trouvant sur le lac de Scutari, passait au-dessous du fort de Zabiah occupé par les monténégrins lorsque ces derniers dirigèrent une fusillade sur le dit vapeur. Celui-ci riposta par une vive canonnade et ensuite par le bombardement de cette forteresse.

En peu de temps les susdites fortifications et le village de Dodoch furent entièrement détruits et incendiés.

Un autre télégramme de Tötrakan, sur le Danube, annonce qu'avant-hier un certain nombre de soldats ennemis, montés sur huit barques et venant des îles de Kirla, en face des villages bulgares de Petré et Po, ayant été aperçus par nos sentinelles en aval de Tötrakan et à 5 heures de distance de cette ville, nos soldats firent feu sur les dites embarcations et les obligèrent à rebrousser chemin.

Pour renforcer les postes d'observation de ces parages, tant par terre que par eau, le commandant de Tötrakan vient de placer sur les rives des troupes en nombre suffisant et d'expédier sur le fleuve le vapeur *Akhia*.

Le Bassiret reçoit de son correspondant spécial de Mostar le télégramme suivant :

Mostar, le 7/19 juin 1877

Le commandant Suléman pacha a passé victorieusement les défilés d'Ostrok. L'ennemi a subi des pertes innombrables.

J'apprends à l'instant d'une manière certaine que la division de Suléman pacha a fait sa jonction avec celle d'Ali Saib pacha.

Cette victoire de Suléman pacha a réjoui les troupes et a jeté les Slaves dans la consternation.

Mahzar pacha, gouverneur général de Bosnie, partira demain pour Sérajevo.

Nous lisons dans le Bassiret de ce matin :

Un télégramme reçu du théâtre de la guerre rapporte ce qui suit :

Le général de division Feik pacha, commandant de la division de Van, ayant été informé qu'une colonne russe, forte de dix mille hommes environ s'avancait vers Van, est parti à la rencontre de l'ennemi à la tête de forces suffi-

santes composées de cavalerie, d'infanterie et de troupes auxiliaires.

Après un combat violent, les Russes ont été forcés de battre en retraite et de se retirer à Bayazid, poursuivis par notre cavalerie qui les a cueillis. Le commandant Feik pacha avec le reste de sa division coupe le chemin par où les Russes pouvaient recevoir des renforts. Ainsi étroitement cerné à Bayazid, il ne reste plus à l'ennemi qu'à capituler et à livrer ses armes.

On nous assure qu'un télégramme reçu d'Asie hier au Séraskérat trop tard pour qu'on pût l'insérer dans le bulletin du *Djéridi-Askéri*, rapporterait ce qui suit :

L'alle gauche russe, s'avancant dans l'intérieur, avait laissé à Bayazid une garnison de 4 à 5000 hommes. Sur ces entrefaites un nombreux corps de Kurdes—15 à 20,000 hommes—a cerné étroitement Bayazid et a sommé la garnison de se rendre. Devant l'impossibilité de résister les Russes ont décidé de se rendre mais à condition de traiter de leur capitulation avec un corps de troupes régulières.

On annonce en même temps qu'Ismail Hakki pacha, vali d'Erzeroum, à la tête d'un corps de troupes régulières marche rapidement sur Bayazid, pour recevoir la soumission de la garnison.

NOUVELLES DU JOUR.

Les personnes dont l'abonnement expire le 1<sup>er</sup> juillet prochain sont priées de le renouveler, si elles ne veulent pas subir d'interruption dans la réception du Journal.

Sur l'invitation gracieuse du Sultan, le prince Hassan pacha a diné hier à la table de Sa Majesté à Yildiz-Kiosque.

Le prince ayant demandé la permission de partir pour le théâtre de la guerre, le Sultan a engagé Son Altesse à journer son départ, afin d'assister à la prière solennelle de demain.

Hier, après le conseil, le Grand-Vézir et quelques-uns des ministres se sont rendus à Yildiz-Kiosque, où ils se sont de nouveau réunis en conseil sous la présidence de S. M. le Sultan.

Leurs Altesses la princesse impériale Saniié, sa mère et son mari Mahmoud Damat pacha, se sont rendus mardi le 12 juin à l'Ismit par le chemin de fer de Haidar-Pacha. La direction de la voie ferrée avait mis à la disposition de Leurs Altesses un train spécial placé sous la surveillance du directeur général lui-même, Hassan effendi. A l'Ismit, Leurs Altesses sont descendues à la résidence impériale et ont ensuite visité la fabrique de drap qui se trouve dans les environs de la ville. Au retour, les voyageurs se sont arrêtés à Hérkili, où ils ont visité la filature impériale de soie. Le trajet d'Ismit à Haidar-Pacha a été effectué en moins de deux heures et demie.

La princesse et son mari ont exprimé à ce sujet leurs remerciements et leurs félicitations à Hassan effendi. Leurs Altesses ont donné des pourboires au mécanicien, au chauffeur et au conducteur du train.

(Levant Herald.)

Omer F-wzi pacha, récemment nommé aux fonctions de gouverneur général de Syrie, est parti de Konieh se rendant à son poste par voie de Mersine.

Omer Fewzi pacha s'embarquera à Mersine pour Beyrouth à bord du bateau de guerre qui amènera à Mersine le nouveau gouverneur de Konieh, Zia pacha.

Mardi, dans la séance de l'après-midi, Souhès effendi, député de Constantinople, a proposé l'élection d'une commission permanente qui représentera la Chambre durant son absence. La commission sera composée de dix à quinze députés. Souhès effendi a proposé que cette commission soit composée principalement de représentants de la province, afin d'éclairer le gouvernement sur ce qui se passe dans les vilayets.

La motion de Souhès effendi a été adoptée en principe et renvoyée aux sections pour être examinée.

M. Hamed Moukhliss bey, colonel du régiment des Cosaques de la garde impériale, vient d'être promu au grade de général de brigade et nommé à un commandement dans l'armée d'Anatolie.

Cet officier qui a été particulièrement signalé dans la campagne contre la Serbie, a eu l'honneur d'être reçu, samedi, à présenter ses hommages à S. M. le Sultan.

On mande de Philippopoli que les souscriptions pour les besoins de la guerre ont atteint dans cette ville le chiffre de 26,000 bourses, soit 13,000,000 de piastres.

S. M. le Sultan en ayant été informé a fait exprimer, par télégraphe, sa satisfaction à la population de Philippopoli.

Nous apprenons qu'à partir du 24 juin courant il sera mis en circulation, les dimanches et jours de fête, un train pour voyageurs, partant de Constantinople, à 2 heures de l'après-midi, allant à Kutchuk-Tchekmedjé Floria, et qui retournera de Kutchuk-Tchekmedjé Floria à 5 heures 58 soir, pour Constantinople, avec arrêts, tant à l'aller qu'au retour, à toutes les stations et haltes intermédiaires.

On doit féliciter la compagnie des chemins de fer de Roumélie pour cette nouvelle preuve qu'elle donne de son empressement à donner au public toutes les facilités possibles.

Le courrier de Trieste est passé aux Dardanelles ce matin à 7 heures.

On connaît les efforts généreux que M. Georges Zariif a toujours faits pour répandre l'instruction parmi ses compatriotes. Par ses soins, nombre de jeunes gens ont complété leurs études soit à Athènes, soit dans les universités d'Europe.

Parmi ces jeunes gens, nous citerons M. Dismère Euthoukili qui, après avoir été reçu docteur de la Faculté de Médecine de Paris, vient d'arriver à Constantinople où il compte exercer sa profession.

On dit le plus grand bien de ce jeune docteur qui a pleinement justifié les espérances que M. Zariif fondait sur lui et qui trouvera certainement parmi ses compatriotes l'accueil le plus sympathique.

Le sous-gouverneur, le naïf et quelques-uns des fonctionnaires de Kézanklik, ont offert douze chevaux à l'armée de Choumla.

Le gouverneur général d'Andrinople annonce que ces chevaux ont été déjà envoyés à destination.

Le *Hudavendighiar*, journal de Brousse, rapporte que les autorités du vilayet déploient une grande activité pour organiser et équiper un corps de cavaliers volontaires.

Ce corps qui sera fort de 12,000 hommes pourra être prêt à se mettre en route le 24 du mois courant.

On annonce télégraphiquement de Téhéran que la peste augmente à Reht et qu'elle a envahi le district de Cheft et un autre district persan également situé au nord-ouest de Reht. Les autorités russes ont établi des quarantaines sur leur frontière.

## LES ATROCITÉS RUSSSES.

On a poussé des clameurs indignées contre la répression de la révolte de Philippopoli, mais personne en Europe n'élève la voix contre les atrocités des Russes en Caucase. Les malheureuses populations musulmanes de cette contrée, qui sont victimes presque journellement des actes de cruautés des Russes, ne méritent-elles pas au même degré, pour le moins, que les Bulgares, les sympathies de l'Europe chrétienne, de l'Europe civilisée et humanitaire ?

Aujourd'hui surtout que les Circassiens lèvent la tête, les Russes ne connaissent plus de bornes. Ils incendient des villages entiers, ils profanent les mosquées, ils violent les femmes et les filles musulmanes, ils forcent la baïonnette à la main, ces pauvres populations à abandonner la religion de leurs pères pour devenir orthodoxes russes, ils déportent en Sibérie tous ceux qui résistent à ces violences.

Le massacre, en un mot, n'est plus en Russie un accident mais un système dirigé en principe gouvernemental, et personne ne s'avise d'invoquer contre cette puissance ces principes d'humanité et de civilisation qu'on mettait en avant, l'année dernière, lorsqu'on parlait de la répression de la révolte bulgare.

M. Gladstone et ses collègues, ces pieux orateurs chrétiens, ne trouveraient-ils pas aujourd'hui dans les faits que nous venons de mentionner, et qui sont de notoriété publique, une ample matière pour employer l'autorité de leur parole et exercer leur éloquence, en flétrissant les actes de barbarie inouïs de la sainte Russie, et en conviant les grandes puissances, comme ils le faisaient dernièrement à l'endroit de la Turquie, à mettre un terme à ces atrocités, à ces massacres systématiques ?

La presse européenne a laissé passer presque inaperçus deux documents qui, sans présenter un grand intérêt politique, n'en sont pas moins dignes d'attention en cela qu'ils apportent un nouveau témoignage de ce que peut entreprendre et obtenir la diplomatie russe lorsqu'elle s'exerce à pervertir à son profit le sens moral des gouvernements et des peuples. Le premier de ces documents est la

vous par l'unique objet de mes préoccupations, Mary ?

— Je connais votre amour pour moi, monsieur, et, de mon côté, je cherche à le mériter.

— Ah ! mon ange, il n'est pas besoin que vous fassiez un seul effort pour cela. Quand je vous vois si jeune et si belle, quand je songe quels biens précieux vous m'avez sacrifiés, l'abnégation avec laquelle vous avez associé votre vie à la mienne et consenti à réchauffer mes vieux ans, je me dis que vous avez généreusement payé votre dette et que maintenant c'est moi qui vous dois du retour. Comment pourrai-je reconnaître jamais votre bienfaisante influence sur la fin de mon existence ? Comment pourrai-je vous récompenser d'avoir renoncé aux joies que vous eût données un amour digne du vôtre et que vous avez méritées ?

— Je n'ai fait que mon devoir, monsieur. Ne m'avez-vous pas sauvée ? Ne m'avez-vous pas empêché de rouler dans un abîme de misère et de honte ? Ah ! je n'oublierai jamais ce que je vous dois.

— C'est, hélas ! bien peu de chose, puisque je n'ai pu vous donner mon nom. Malheureusement, la vieille mégère à la carrosse aussi dure que moi ; elle ne veut pas mourir, et c'est la douleur de ma vie de penser qu'à tous les yeux, dans ce pays-ci, vous passez pour ma femme et que vous ne l'êtes pas.

— Taisez-vous, monsieur, taisez-vous murmure Mary. Si l'on vous entendait...

— Oui, vous avez raison, répondit M. Wellysney.

(A suivre.)

(2)

LA

## MARQUISE DE SARDES

PAR

ERNEST DAUDET

## LIVRE PREMIER

— suite —

Maxime s'arrêta ; Mary le regardait sans avoir l'air de le voir, aussi émue que lui.

— Ainsi, n'est-ce pas, voilà comment vous avez compris l'amour. Vous m'aimez et vous m'exigez de moi rien de respectable. Vous m'aimez et vous auriez la force d'enfermer votre bonheur dans l'espoir d'un trépas qui peut se faire longtemps attendre ? Ah ! si je vous prenais au mot, il ne s'écoulerait pas un temps bien long avant que vous ne m'accusiez d'avoir fait votre malheur.

— On voit bien que vous ne me connaissez pas, madame, répondit Maxime. Je ne suis pas un homme comme les autres, parce que ma vie ne ressemble pas à la vie des au-

tres hommes. Je vous aime depuis que vous êtes venue avec M. Wellysney vous fixer dans ce pays, c'est-à-dire depuis deux ans, car je vous ai aimée le soir où pour la première fois je vous ai vue, ici, dans une fête.

Ce soir-là, resplendissante de jeunesse et de beauté, vous prîtes possession de mon cœur et, depuis, vous y êtes demeurée sur un piédestal, comme au fond d'un sanctuaire, et passionnément adorée. Pendant ce temps, moi, j'ai été trahi par un geste, par une parole, par un acte ?

— Non, je reconnais que jusqu'à hier, ce n'est point par le fait de votre volonté que vos sentiments m'ont été révélés. Mais la patience tout à coup vous a fait défaut. Vous n'avez pu contenir plus longtemps votre secret et vous m'avez écrit cette lettre, à laquelle j'ai voulu répondre moi-même et de vive voix, afin de vous prouver tout le prix que j'attache à votre amitié. Et bien, si vous étiez aussi forte, aussi sûre de vous, que vous le prétendez, vous ne m'auriez pas fait l'aveu de votre amour ; vous ne m'auriez pas écrit.

— Oui, vous avez raison ; mais j'ai eu excusé vos yeux m'ont trompé. J'ai cru y lire ce que vous m'avez dit, et défiant, moi, presque une invitation à vous ouvrir mon cœur, j'ai parlé. Je suis si malheureux !

— Malheureux, vous ! fit vivement madame Wellysney.

— C'est point que si vous ne m'accordez l'appui d'un peu d'affection, je mourrai de mourir.

En prononçant ces paroles, Maxime Chamblay fixait sur la femme qu'il voulait convaincre ses yeux baignés de larmes.

— Ne pouvez-vous me confier le secret de votre peine ? demanda tout à coup Mme Wellysney.

Maxime secoua la tête :

— A quoi bon vous entretenir de mes tristesses, dit-il. Elles se résument toutes en un mot : je suis seul au monde. Je n'ai con-

na ni mon père ni ma mère, et des protecteurs qui, les remplaçant auprès de moi, ont protégé mon enfance, celui qui me reste ne m'a jamais témoigné d'affection, comme s'il ne remplissait qu'à contre-cœur l'engagement mystérieux qu'il a pris de veiller sur ma vie. Personne ne pense à moi ; personne ne m'aime et je pourrais mourir sans faire couler une larme.

— Voilà de mauvaises paroles, monsieur Maxime, interrompit Mary.

— Qui donc me regretterait ? demanda-t-il.

— Moi, le plus ingrat des amis, moi qui vous ai donné, en vous appelant à ce rendez-vous, une preuve de ma tendresse, moi qui vous aime, enfin, s'il faut tout vous dire, autant que vous pouvez m'aimer.

Ces dernières paroles, données par l'émotion, ne sortirent de la bouche de Mme Wellysney que faibles et comme égarées. Néanmoins, Maxime les entendit. Il ne put contenir l'expression de sa joie, s'agrippa devant Mary et lui prit les mains, les couvrit de baisers, et de larmes. Elle le regardait en souriant, la lèvre tremblante, l'œil brillant et tout allégué, se défendant mal contre l'explosion soudaine d'une passion qu'elle partageait, encore qu'elle fût résolue à y résister. Enfin, elle parvint à reprendre possession d'elle-même, retira doucement ses mains de celles de Maxime et l'ayant obligé à se relever, elle lui dit :

— Je vous supplie d'avoir pitié de nous. Le cri qui vient de m'échapper, en déchirant votre cœur, vous a révélé le mien. Je ne chercherai donc pas à vous taire ce que vous est apparu si clairement. Oui, je vous aime, et de toute mon âme et pour la vie. J'ignore si l'avenir réalisera les vœux que je forme en ce moment, mais, s'il les réalise, je serai votre femme et nous serons heureux !

— Oh ! Mary ! chère Mary ! murmura Maxime.

— Mais, jusque-là, continue-t-elle, n'espérez rien de moi. J'ai un mari dont la vieillesse n'a d'autres consolations que l'affection que je lui prodigue, dont je suis toute la joie et qui, m'ayant comblée de ses bienfaits quand je devins orphelin, m'a demandé plus tard de lui sacrifier ma jeunesse et mon cœur. J'ai cédé et maintenant que le sacrifice est fait, je l'accomplirai jusqu'au bout. Je ne trahirai pas mon devoir, je ne tromperai pas mon mari, et vous ne sauriez m'en vouloir, car la fidélité que je lui garde vous est le gage de celle que je vous garderai à vous-même, si jamais j'ai le bonheur de porter votre nom.

— Oh ! je ne vous en veux pas, répondit Maxime, je vous admire autant que je vous aime et je suis bien heureux.

— Ayons donc le courage de nous dominer, reprit Mary Wellysney, de nous garder contre toute surprise. Ne provoquons pas le péril que notre jeunesse et notre amour font courir à notre honneur. Ne nous rencontrons plus qu'apaisés et résolus à nous vaincre. Au besoin même, cessons de nous voir, si des entrevues telles que celle-ci devaient nous enivrer et nous rendre lâches. En un mot, ne soyons complices aujourd'hui, moi, mon ami, que pour préserver l'honneur. C'est encore travailler au bonheur à venir.

— Je vous ai compris et j'obéirai, répondit Maxime. Je ne chercherai pas à vous voir seule et je me résigne à ne recevoir de vous que ce que vous pourrez et voudrez donner. Puisque votre mari m'a témoigné quelque amitié et m'a engagé à venir souvent, je me contenterai de vous rencontrer en sa présence.

— C'est ainsi que je vous veux, Maxime.

— L'unique satisfaction que je sollicite de vous, c'est le droit de vous écrire. Quand nous nous verrons, ma bouche sera silencieuse ; mais, ayant lu mes lettres, vous saurez du moins ce que pense mon cœur.

— Vous me donnez une bien grande joie, mon ami, ajouta Mary. Si vous acceptiez les conditions que j'ai dû vous imposer, c'est

que votre amour est sincère ; si vous pouvez les subir jusqu'à la bout, c'est qu'il est indétructible.

— Il l'est, en effet, répondit simplement Maxime.

— S'entretenant encore pendant quelques instants.

Le soleil montait dans le ciel, qu'il emportait de ses feux. La terre et la mer, les flots et les arbres, les champs fertiles, les routes blanches empruntaient à sa lumière les splendeurs de cette matinée radieuse.

Sous la voûte de verdure dont le mystère abritait Maxime et Mary, le bruit d'un baiser se fit entendre et à ce baiser se bornèrent leurs adieux. Puis, ils se séparèrent. Maxime Chamblay franchit rapidement la petite porte que Mary Wellysney avait ouverte et qu'elle ferma derrière lui, après qu'elle l'eût vu remonter à cheval et partir rapidement.

A travers les avenues du parc, Mme Wellysney revint lentement vers sa demeure. La maison faisait face à la mer. C'était une vaste et élégante construction qu'un parterre en terrasse séparait d'une plage couverte de sable fin. Par la large porte vitrée qui s'ouvrait sur le perron, le soleil entra à flots dans une galerie confortablement meublée. Dans cette galerie, au moment où Mme Wellysney y pénétra, un homme était assis. C'était un vieillard maigre et grand, robuste encore, malgré son âge, dont le regard conservait sous un front sillonné de rides et ombragé d'une chevelure blanche la vivacité qui révèle dans un corps affaibli la vigueur de l'intelligence.

En voyant Mary, il lui tendit la main, tandis qu'un sourire éclairait ses traits.

— Bonjour, mon enfant, dit-il avec l'accent de la sollicitude et de la tendresse, avez-vous dormi cette nuit ?

— Très bien dormi, monsieur, répondit-elle, et vous-même ?

— A mon âge, on dort peu, Mary, en revanche, on pense beaucoup.

— A quoi avez-vous pensé ?

— A qui donc, si ce n'est à vous ? N'êtes-



note adressée le 14 mai par M. Cogalniceano, ministre des affaires étrangères à Bucharest, aux agents des Principautés unies à l'étranger. Le second est le discours prononcé par le prince Charles en réponse aux allocutions qui lui ont été faites le 24 mai par le Sénat et la Chambre des députés.

A la lecture de ces deux pièces on reste confondu de la façon dont la vérité y est outragée et de l'audace avec laquelle les faits les plus notoires y sont travestis. Cela mérite d'être dévoilé.

A tout seigneur, tout honneur; nous commençons par le discours du Prince.

Après avoir décerné aux Roumains le titre de *défenseurs de la Croix contre le Croissant*, le Prince proclame que son élection n'a eu d'autre signification que l'affranchissement de la Roumanie des liens humiliants de vassalité qui l'unissaient à la Porte ottomane et que tout son règne a été consacré à cet acte de délivrance. Il est fâcheux que cette déclaration de principe se produise seulement le jour où une armée étrangère a envahi le pays et tient les Principautés sous sa domination. Le Prince eût peut-être mieux fait pour sa gloire de ne point donner dans de pareilles circonstances un démenti aussi formel et aussi éclatant aux protestations de fidélité qu'il n'a cessé d'envoyer à la cour suzeraine et qui n'étaient, si l'on en croit ses aveux d'aujourd'hui, qu'une pure comédie.

Dans ce même ordre d'idées, le Prince fait un pas de plus, et non moins hasardeux, dans la voie des interprétations historiques en affirmant que ces liens de vassalité, dont il est si heureux de se croire affranchi, sont contraires aux droits *ab antiquo* de la Moldavie et de la Valachie. Nous voudrions bien savoir à quelle époque de l'histoire de l'Empire Ottoman le Prince entend remonter pour y trouver la consécration de l'indépendance absolue de ces deux provinces? En tous cas, c'est une fière leçon qu'il entend infliger aux six grandes puissances de l'Europe qui, dans les traités de 1856, ont cru pouvoir, sans hérésie, inscrire et garantir les conditions de l'existence politique des Principautés, c'est-à-dire les rapports de vassalité qui les lient *ab antiquo* à l'Empire Ottoman.

Enfin le Prince, aussi fidèle à la vérité historique dans l'exposé des faits contemporains que dans le récit des faits anciens, déclare que la Porte a elle-même rompu ces liens au cours des événements qui viennent de s'accomplir, et, comme il serait probablement assez embarrassé pour justifier cette étonnante affirmation, il évite toute explication à cet égard, laissant ce soin à son ministre des affaires étrangères, dont nous allons, à cet effet, analyser la note-circulaire du 14 mai.

La note de M. Cogalniceano, dépourvue de sa forme ampoulée et déclamatoire, se réduit à l'énoncé d'un certain nombre de griefs de la Roumanie contre la Sublime Porte, pour arriver à expliquer et à justifier la convention du 16 avril et l'attitude hostile prise par le gouvernement princier contre la cour suzeraine. Le ministre roumain ne parle pas encore d'indépendance absolue; il se borne à la faire pressentir comme une conséquence indirecte des événements actuels. Ce n'est que quelques jours après que le programme russo-roumain s'est entièrement dévoilé, par la bouche du prince Charles, comme on l'a vu plus haut.

Quoi qu'il en soit, voici les principaux griefs du gouvernement roumain contre la cour suzeraine.

Le premier grief regarde aussi bien les grandes puissances que la Sublime Porte qui sont accusées au même degré d'avoir fermé l'oreille aux propositions du prince Charles tendant à faire consacrer la neutralité de la Roumanie lors de la Conférence de Constantinople. A cet égard, nous n'avons que deux observations à faire : la première c'est que la Sublime Porte était impuissante, en présence des traités, à accepter ou à rejeter cette proposition, tant que les puissances co-signataires de ces traités ne jugeaient pas à propos d'en prendre l'initiative; la seconde c'est qu'il est de notoriété dans le monde diplomatique que la puissance qui s'est montrée la plus hostile au projet de neutralisation est la Russie elle-même, qui trouvait mauvais à la veille d'une guerre avec la Turquie qu'on lui fermât la route du Danube. Pour en finir avec cette question de neutralité, nous ajouterons que M. Cogalniceano a oublié, intentionnellement sans doute, de rappeler que dans le programme roumain la condition essentielle de la neutralisation devait être l'indépendance absolue de la Roumanie, c'est-à-dire la violation des traités les plus récents et la suppression des droits séculaires de la Sublime Porte. Cette omission réparée, on comprend pourquoi les grandes puissances ont refusé par respect pour le droit public européen de discuter à la Conférence la proposition roumaine.

Le ministre roumain reproche ensuite à la Sublime Porte d'avoir laissé

la Roumanie sans secours et sans défense en présence de l'armée russe qui menaçait de l'envahir; situation qui, suivant lui, obligeait la Roumanie à traiter avec la cour de Russie pour sauver son indépendance. Il considère comme inacceptables les propositions du gouvernement impérial tendant à ce que les troupes roumaines coopérassent avec l'armée ottomane contre l'armée russe.

Il affirme enfin que cette proposition n'a été faite par la Sublime Porte qu'à la veille de l'entrée des armées russes en Roumanie.

M. Cogalniceano a été, paraît-il, à bonne école, car il manie avec une égale facilité les deux armes favorites de la diplomatie russe : le sophisme et le mensonge. D'abord, rappelons-lui que l'entente demandée par la Porte en vue d'assurer par des mesures communes la défense du territoire roumain est une prescription formelle de l'art. 26 du traité de 1856 et de l'art. 8 de la convention de 1858 de sorte que la Sublime Porte, en conviant la Roumanie à cette entente, a scrupuleusement respecté le droit international et que le gouvernement princier, en la rejetant, a formellement méconnu et violé ses obligations internationales.

Quant au mensonge, le voici dans tout son éclat : l'invitation faite par la Porte au gouvernement princier à la veille des hostilités de s'entendre avec le commandant en chef de l'armée impériale pour la défense du territoire, était une démarche *extremis*, une dernière mise en demeure adressée au gouvernement roumain de remplir ses devoirs d'Etat vassal; ce n'était enfin que le renouvellement d'une invitation semblable qui avait été faite à la Roumanie quatre mois auparavant et au sujet de laquelle la Sublime Porte avait envoyé à Bucharest un délégué spécial pour traiter avec M. Bratiano des mesures à prendre pour s'opposer à l'invasion éventuelle du territoire roumain; ce à quoi le gouvernement roumain s'est absolument refusé. En présence d'un pareil fait historique, M. Cogalniceano aurait dû avoir assez de pudeur pour ne point reprocher à la Sublime Porte la tardiveté de ses démarches en vue d'une entente militaire. On peut juger par là de la bonne foi des procédés dont on use en Roumanie pour se justifier d'un acte injustifiable et pour tromper l'Europe.

La note roumaine reproche amèrement à l'armée ottomane d'avoir commis, après l'entrée des Russes dans les principautés, des actes d'hostilité sur la rive roumaine du Danube, ce qui équivalait, au dire du ministre de Bucharest, à une véritable déclaration de guerre de la Turquie à la Roumanie.

Reportons-nous aux faits.

L'armée russe a envahi le territoire roumain et s'est mise en mesure d'occuper toute la rive gauche du Danube. C'est alors que l'armée impériale a entrepris de s'opposer à l'accomplissement des projets de l'ennemi, et parce que les Roumains ont eu à souffrir de ces opérations militaires, un ministre du prince Charles ose écrire que la Turquie a déclaré la guerre à la Roumanie! Nous laissons à la conscience publique le soin de faire justice de pareils arguments, en nous bornant à rappeler ce qu'il plaît à M. Cogalniceano d'oublier, c'est que la Sublime Porte, même après la Convention du 16 avril et tout en protestant contre cet acte de rébellion, avait eu la modération de ne point considérer les Roumains comme des adversaires, mais comme des égarés privés de leur liberté et placés sous la puissance de l'ennemi.

Il semble au surplus que M. Cogalniceano ait prévu que l'Europe ne prendrait pas au sérieux les plaintes du gouvernement princier au sujet de l'action militaire engagée sur le Danube, car il a jugé utile de les renforcer au moyen d'une audacieuse calomnie. Il prétend que les troupes irrégulières ottomanes avaient prélevé aux hostilités par des agressions et des actes de déprédations sur le territoire roumain et contre les biens et la personne des Valaques, et cela avant l'invasion des principautés par l'armée russe. C'est là une accusation à la fois impudente et imprudente. Elle est impudente parce que le ministre roumain peut être mis au défi de citer un seul fait, un seul incident antérieur à la déclaration de guerre qui puisse être considéré comme une incursion des troupes ottomanes, régulières ou irrégulières, sur le territoire des principautés.

Elle est imprudente, car elle offre au gouvernement ottoman l'occasion de rappeler la sauvagerie et sanglante agression dont ont été victimes, de la part d'un détachement de l'armée roumaine, de paisibles ouvriers qui étaient venus sous la conduite d'un fonctionnaire municipal de Roustchouk couper du bois dans l'île de Pyrgos (territoire ottoman) pour le compte de l'autorité militaire. Plusieurs d'entre eux, parmi lesquels le conseiller municipal de Roustchouk, ont été victimes de cette agression qui constitue non-seulement un crime, mais encore une violation de territoire et un acte de rébellion for-

melle envers la Cour suzeraine, qui, d'ailleurs, et malgré les plus pressantes et les plus énergiques réclamations, n'a pu obtenir ni la réparation qui lui était due, ni le châtiment des coupables.

Le ministre roumain reproche à la Sublime Porte de n'avoir pas accordé aux Principautés unies le titre de Roumanie que sollicitait le gouvernement princier. Cette plainte est aussi mal fondée que ridicule. Comment! Il existait deux pays soumis à la suzeraineté de la Sublime Porte : l'un s'appelait la Moldavie, l'autre la Valachie. Ces deux pays ont été un jour autorisés à se réunir sous une administration commune; les grandes puissances et la Sublime Porte leur ont donné dans des actes solennels et publics la dénomination de Principautés unies de Moldavie et de Valachie; c'est sous ce nom qu'elles ont été dotées d'immunités dont l'Europe s'est portée garante; et parce que le gouvernement princier a réussi, grâce à l'inattention des puissances, à faire substituer dans certains actes, le nom de Roumanie à celui de Principautés unies, l'on veut que la Sublime Porte consente à effacer l'expression politique qui seule et par elle-même consacre le fait historique de l'union des deux provinces!

On veut que la Cour suzeraine accepte et proclame cette substitution sans le concours des puissances garantes, sans s'être entendue avec elles sur l'opportunité et la forme de ce changement de dénomination, que rien ne justifie et qui blesse aussi bien les traditions de l'histoire que la géographie politique. Voilà à quels arguments est réduit M. Cogalniceano pour essayer de faire excuser l'acte de déloyauté et de félonie que l'on appelle la Convention du 16 avril.

La Sublime Porte a déclaré à l'Agent des Principautés unies à Constantinople que ses fonctions étaient suspendues par suite des événements. Cette mesure, dit M. Cogalniceano, est une insulte au peuple roumain. Il paraît qu'à Bucharest on aurait voulu qu'après la Convention du 16 avril et l'occupation de tout le territoire par l'armée russe, la Sublime Porte continuât à entretenir des rapports avec l'Agent de Roumanie à Constantinople et le laissât communiquer librement avec son gouvernement comme par le passé. Le gouvernement impérial en a jugé autrement et a pris vis-à-vis l'Agent de Roumanie la mesure que l'on est dans l'usage de prendre envers tout agent diplomatique lorsque les rapports sont rompus avec le pays qu'il représente, et en cela, croyons-nous, loin de l'insulter, on lui a fait beaucoup d'honneur.

Telle est dans ses traits principaux la note du ministre des affaires étrangères de Bucharest. Nous doutons fort que cette plaidoirie agressive, trop riche d'erreurs et de sophismes, puisse réussir à tromper l'Europe et à égarer l'opinion publique.

En résumé, le gouvernement des Principautés unies, après avoir ouvertement violé ses obligations envers la Cour suzeraine et pactisé avec l'ennemi, après s'être mis en état de guerre contre l'Empire ottoman, après avoir enfin répondu aux preuves de modération et de mansuétude que la Sublime Porte n'avait cessé de lui prodiguer, même à la suite de ses premiers écarts, par la plus éclatante trahison, a éprouvé le besoin de se justifier et a osé demander à l'Europe un *bill d'indemnité*. L'Europe jugera. Mais il faut que M. Cogalniceano et tous ceux qui ont livré leur pays à l'ennemi de l'Empire ottoman sachent que leur tactique, si bien inspirée qu'elle soit par la diplomatie russe, est dangereuse autant que méprisable, et qu'au jour du règlement des comptes aucune voix honnête ne s'élèvera pour soutenir ou excuser leur conduite. L'intérêt politique, si impérieux qu'il puisse être dans les conseils de l'Europe, ne permettra jamais aux représentants des grandes puissances de la légitimer ou de l'absoudre.

#### Les forces maritimes de la Russie et de la Turquie.

Le Times écrivait, il y a quelques jours, le *leading article* suivant :

« Chaque jour montre l'importance de l'avantage que les Turcs ont gagné au moyen de la flotte. Abd-ul-Aziz ou ses conseillers ont montré de la prévoyance en construisant des cuirassés qui sont restés si longtemps inactifs dans le Bosphore; et ceux des porteurs de titres de la dette ottomane qui sont favorables à la Turquie peuvent trouver une certaine consolation de la perte de leurs dividendes dans le fait qu'ils ont aidé à mettre une armée puissante aux mains de la Turquie. Sa force tend à déborder bien des calculs basés sur les guerres antérieures. Avant la campagne de 1828 et 1829 la flotte turque avait été détruite à Navarin, et avant le siège de Sébastopol elle avait rencontré le même sort à Sinope.

« Mais la position maritime des combattants est maintenant renversée. Sébastopol a cessé en pratique d'être un port de guerre, et on n'entend plus parler de cuirassés circulant qu'une autorité navale comme M. Reed croyait être formidables. La mer Noire est, en réalité, devenue un lac turc. La capture de Soukhoum-Kale, ainsi que notre correspondant nous le dit, a répandu la pa-

nième dans les ports de mer russes. Le peuple a perdu sa foi dans le pouvoir destructeur des torpilles, et même dans la puissance protectrice des batteries qui ont été construites sous la direction du général Tölebin. Un bombardement, couronné de succès, d'Odessas serait un coup sérieux; et ce qui serait plus sérieux encore serait une attaque victorieuse contre Ochakoff, qui, gardant l'embouchure du Dnieper, est la principale protection de Nicolaïeff, le seul port pour la construction de navires de la mer Noire. Mais il est difficile de croire qu'un ingénieur de génie comme le défenseur de Sébastopol ait pu laisser des points d'importance critique à la merci de la flotte turque.

#### AVIS OFFICIEL

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE S. M. LE SULTAN.

Comité central ottoman des secours aux blessés et malades militaires.

Seul autorisé par l'Ordre Impérial et institué conformément à la convention de Genève; correspondant avec les autres Sociétés de la Croix Rouge d'Europe.

Le comité fait appel au concours généreux du public pour subvenir aux frais de ses ambulances. Il reçoit des dons en argent et en nature. Les sommes provenant des dons en argent sont versées à la Banque Impériale ottomane; les dons en nature sont adressés au président du comité à l'administration sanitaire, Galata.

Séjour du comité : au Palais Impérial de Dolma-Baghtché.

Succursale : Hôtel de l'administration sanitaire, Galata.

Représentants à l'étranger : les comités et correspondants de la Banque Impériale ottomane.

Dans les provinces : les agences ou correspondants de la dite Banque et les officiers sanitaires ottomans, et à défaut de ceux-ci, les personnes qui seront désignées ultérieurement.

Constantinople, le 4/16 juin 1877.

(Signés) Arif, président; Nourian, vice-président; Sarell, vice-président; Féri-doun, secrétaire; M. H. Foster, directeur-général de la Banque Impériale ottomane, trésorier; Youssouf, secrétaire-adjoint.

Membres : Dr Aziz, colonel; Dr Bartoletti; C. D. Dickson; Faik pachas (Della-Sudda); Leval; général Mott; Nouribey; Dr Pechdemaldji; Dr Sébastopol.

La Compagnie du canal de Suez.

Voici un extrait du rapport de M. Ferdinand de Lesseps présenté à l'assemblée des actionnaires de la Compagnie :

La recette propre à l'exercice 1876 s'est élevée à 31,433,062,44. Elle avait été en 1875 de 30,727,191,72. En isolant chaque nature de recette, le transit, principale branche de nos revenus, présente une augmentation de 1,030,995 fr. 20 c., constatant un accroissement continu dans l'emploi du canal maritime.

La dépense a été de 47,244,658,12. Celle de 1875 s'élevait à 47,798,408,09.

L'intérêt des titres de coupons consolidés, l'intérêt des actions et l'amortissement du capital social ont absorbé 41,794,325 ».

Solde disponible 2,108,330,01. Prélèvement statutaire de 5 % pour la réserve 405,416,50.

Excédant ou bénéfice net 2,002,913,51 dont nous vous proposons d'autoriser la distribution en conformité de l'article 63 des statuts.

Nous avons poursuivi, en 1876, nos travaux d'amélioration ou d'augmentation du canal maritime, et, de ce chef, une somme de 643,477 fr. 88 c. a été mise à la charge du compte de premier établissement.

Elle se répartit en dépenses d'empiérement, de neuils des berges, d'élargissement du canal entre les jetées de Port-Saïd, d'agrandissement du garage du kilomètre 152, et d'installation d'un bris-lame à Ismailia.

Le Canal est sur toute la ligne en parfait état de navigabilité.

Le courage, à la profondeur réglementaire, de la cuvette, des berges, des bassins de Port-Saïd et du canal d'entrée a été exécuté dans les conditions ordinaires par les dragues.

L'état de la rade de Port-Saïd est toujours satisfaisant, et nous n'avons pas en besoin, de puis trois ans, d'augmenter les travaux de la grande jetée; les blocs maçonnés placés sur son couronnement en 1874 et 1875 résistent bien à la mer.

Nous avons dû condamner, l'année dernière, un certain nombre d'engins dont la remise en état ne pouvait plus être faite avec avantage. Nous les avons remplacés par trois bateaux porteurs neufs, dont le prix d'acquisition a été prélevé sur le fonds annuellement affecté à cet emploi.

Suivant les termes de la convention du 21 février 1876, nous devons exécuter chaque année les travaux d'amélioration du Canal les plus propres à augmenter les facilités et la sécurité de la navigation.

Parmi ces améliorations figurent, pour le présent exercice, des agrandissements du bassin Ismail à Port-Saïd, de divers garages, des élargissements de courbes, et des travaux d'enrochement des berges du Canal, dont l'exécution est rendue plus urgente par l'accroissement du trafic et l'avantage pour le commerce de conserver aux navires qui transitent une allure rapide.

Nous avons déjà exécuté, pendant le cours de l'année écoulée, l'agrandissement de la gare double du kil. 152, nous avons commencé le creusement de la nouvelle gare du déversoir au kil. 98. Ce travail sera bientôt achevé; immédiatement après cette opération, la courbe du lac Timsah sera rectifiée.

Pendant l'année 1876, 1,457 navires, jaugeant ensemble 3,072,407 tonnes de capacité réelle, ont passé le canal.

L'accroissement du transit n'a pas d'influence sur la durée du passage du Canal : la moyenne de la marche effective a été, en 1876, de 17 heures, et on ajoutant les arrêts de nuit ou de jour, 39 heures.

La recette du transit en 1876 a été de 29,974,998 francs 74 cent.

La moyenne du tonnage par navire, s'est élevée, en 1876, à 2,108 tonnes 545/1000.

C'est en février dernier que le vapeur anglais *Hooper*, le plus grand des navires qui aient encore passé le Canal de Suez, en a effectué le transit. Ce steamer a 4,987 tonnes de gross tonnage ou capacité réelle.

Les comparaisons pratiques que nous ne cessons de faire entre le tonnage officiel net des navires et leur capacité réelle de trans-

port constatée par le chargement effectif, confirment toujours ce fait que les navires à vapeur affectés au trafic par le canal maritime portent réellement des chargements supérieurs au tonnage officiel inscrit sur leurs papiers de bord.

432 navires ont passé le Canal pour la première fois en 1876.

Le service du domaine comprend le domaine particulier de la Compagnie et l'administration du domaine commun, c'est-à-dire l'appropriation et la vente des terrains à bâtir pour tous les établissements compris dans la zone du Canal maritime, avec le service fort important de la voirie publique. Les recettes et les dépenses de ce service se partagent par moitié entre le gouvernement et la Compagnie, sauf les dépenses de la voirie et de la salubrité publique, que le Khédive a spontanément proposé de faire solder exclusivement sur les produits revenant au gouvernement.

Les recettes totales du domaine commun, pendant l'exercice 1876, ont atteint le chiffre de 150,251 fr. 32.

La surface des terrains vendus a été de 6,263 m<sup>2</sup>. Le prix moyen du mètre carré a été de 46 fr. 65 pour Port-Saïd et de 8 fr. 08 pour Ismailia.

Les recettes du domaine particulier se sont élevées, pour 1876, à la somme de 315,963 fr. 55.

Le Khédive a chargé l'administrateur du domaine commun d'assurer le bon fonctionnement du service de la voirie et de la salubrité publique.

Les machines d'Ismailia ont refoulé, pendant les douze mois de l'exercice 1876, 323,671 mètres cubes d'eau à Port-Saïd ou dans les garages compris sur la ligne du canal maritime au nord d'Ismailia.

La consommation d'eau douce est d'environ 26 p. 400 plus élevée qu'en hiver.

Le total des recettes effectives a été, en 1876, de 96,538 fr. 45, soit 6,070 fr. 96 de plus qu'en 1875.

Nous avons acheté aux enchères publiques, au prix de 235,000 fr., l'usine de la distribution d'eau à Suez, très bel établissement qui avait coûté plus d'un million, de telle sorte que désormais, sur toute la ligne du canal maritime de Port-Saïd à Suez, l'alimentation d'eau douce de notre personnel et de nos machines nous appartient.

En exécution de la convention du 21 février 1876, que vous avez approuvée le 19 janvier dernier, nous avons annoncé que la surtaxe spéciale de transit serait diminuée de 50 centimes le 15 avril si l'instrument final nous était dûment notifié avant le 1<sup>er</sup> avril. Cette notification nous ayant été faite en temps utile par la Porte ottomane, la diminution de 50 centimes a été exactement appliquée le 15 avril.

Les recettes du service de transit pendant les cinq premiers mois de cette année témoignent du développement constant de notre exploitation. Ces recettes se sont élevées à la somme de 45,300,000 fr., supérieure de 1,292,000 fr. au produit des cinq premiers mois de l'an dernier, soit 9,28 p. 100 d'augmentation.

La guerre n'a donc pas affecté notre exploitation. L'importance des intérêts qui dépendent du libre passage du Canal des deux mers est la principale de nos garanties.

A l'époque où le gouvernement égyptien délègue, pour vingt-cinq ans, tous les revenus des 476,602 actions qu'il possède, le conseil judiciaire de notre Compagnie émit des doutes sur le droit du gouvernement égyptien d'assister, avec des actions dépourvues de leurs coupons, aux assemblées.

Aux termes des statuts, une assemblée extraordinaire n'étant légalement constituée qu'à la condition de représenter une quantité importante d'actions, la non représentation des 476,602 actions du gouvernement égyptien était de nature à vous créer quelques embarras.

Le conseil vous proposa, en conséquence, de modifier les statuts en ce sens que le nombre des actions dont la présence est obligatoire pour constituer une assemblée extraordinaire, aurait été diminué.

S. A. le Khédive ne donna pas son approbation, et fit connaître que, d'après son opinion, la délégation qu'il avait faite, pour vingt-cinq années, des revenus et produits de ses 476,602 actions, n'avait porté aucune atteinte à son droit d'assister aux assemblées générales et d'y voter avec un maximum de dix voix.

La délibération de l'assemblée générale du 21 août 1871 se trouvant ainsi sans objet, les actions de S. A. le Khédive furent admises, droits réservés, à la participation et aux votes des assemblées générales, avec un maximum de dix voix.

Un arrangement semblable est intervenu entre le gouvernement de Sa Majesté britannique et votre Conseil d'administration.

Nous avons également négocié avec le gouvernement de Sa Majesté britannique au sujet de l'emploi du capital d'amortissement des actions anglaises désignées par le sort. La jouissance de ce capital d'amortissement devant, suivant l'opinion de la Compagnie, bénéficier aux délégataires jusqu'au moment où, la période de délégation étant éteinte, le propriétaire de l'action dont les revenus avaient été délégués rentrerait dans la pleine possession de son titre, il a été convenu que le gouvernement de Sa Majesté emploiera spécialement en consolidés le capital d'amortissement à lui remis, et que le revenu que produira ce placement sera versé dans les caisses de la Compagnie au bénéfice des délégataires.

Cet arrangement amiable a pleinement résolu la question de droit. Mais en vue d'un débat possible où la question du droit recevrait une solution, il a été convenu que, quelle que puisse être l'issue du débat juridique réservé comme facultatif, les sommes versées à la Compagnie par le gouvernement de Sa Majesté britannique, en exécution de l'accord amiable intervenu, demeureront acquies aux délégataires.

Nous vous avons déjà signalé l'importance qu'aura pour nous l'achèvement du canal Ismailieh, reliant le Caire au Canal maritime. La mise en exploitation de cette grande voie nouvelle de navigation intérieure et d'irrigation doit donner aux terrains du domaine commun, à Ismailia, une valeur plus grande, et elle sera en outre pour le Canal maritime un nouvel élément de trafic.

Pour assurer dans le plus bref délai possible l'achèvement du canal Ismailieh, nous n'avons pas hésité à fournir à l'entrepreneur des travaux, avec toutes les garanties voulues, les moyens de terminer sa tâche. Nous avons donc utilisé vos réserves en avançant à l'entrepreneur du canal Ismailieh, contre une remise de titres, une somme de 2,213,000 francs.

Au moment où les arrangements de diverses natures régularisent la situation financière du gouvernement égyptien, nous avons négocié d'accord avec l'entrepreneur des travaux du canal Ismailieh, et avec le concours des commissaires européens, une convention qui assure à l'entrepreneur le paiement de ses travaux, et à la Compagnie le remboursement de ses avances.

Il résulte de cette convention que le produit net des recettes à provenir du canal Ismailieh sera spécialement et exclusivement affecté au paiement de la dette contractée

par le gouvernement égyptien pour l'exécution du canal reliant le Caire au lac Timsah. Il a été en outre, stipulé que dans le cas où, après six années d'exploitation, le produit net total, en principal et en intérêts, des travaux de l'entrepreneur, la dette deviendrait immédiatement exigible.

Une dépêche télégraphique nous annonce qu'aujourd'hui même l'eau du Nil a été introduite dans les deux derniers biefs du Canal Ismailieh, et que la communication navigable est désormais établie entre le Caire et notre port intérieur du canal maritime au lac Timsah.

Dans le courant du mois dernier, plusieurs actionnaires nous ont manifesté des inquiétudes au sujet des dangers que pourrait courir la liberté de navigabilité du Canal au milieu des événements de guerre dont l'Orient est le théâtre. Nous nous sommes alors empressés d'aller nous entendre, à Londres, avec les ministres de Sa Majesté Britannique sur une question aussi importante pour la Compagnie.

Notre proposition de maintenir, par un accord général, la liberté complète de navigation qui avait existé dans le Canal de Suez depuis son ouverture en 1869, a été prise en sérieuse considération, et, à notre retour à Paris, lord Derby a bien voulu nous faire connaître la déclaration suivante :

Toute tentative de bloquer ou entraver par un moyen quelconque le Canal ou ses approches serait envisagée, par le gouvernement de Sa Majesté, comme une menace pour l'Inde et comme un grave dommage pour le commerce du monde. D'après ces deux considérations, tout acte semblable, que le gouvernement de Sa Majesté espère et croit qu'aucun des deux belligérents ne voudrait commettre, serait incompatible avec le maintien, par le gouvernement de Sa Majesté, d'une attitude de neutralité passive.

Lord Lyons, en nous faisant cette communication, a ajouté que le gouvernement de la Reine serait heureux de voir qu'il est d'accord avec le cabinet français dans tout ce qui concerne le Canal.

Le Canal des deux mers, créé par vos capitaux, soutenu par votre union et par votre persévérance, restera en dehors des complications politiques, parce qu'il est désormais indispensable aux relations de tous les peuples.

#### RÉSOLUTIONS

##### L'ASSEMBLÉE.

Après avoir entendu la lecture du rapport fait par M. Ferdinand de Lesseps, président-directeur de la Compagnie, au nom du conseil d'administration :

- 1<sup>re</sup>. Approuve ce rapport;
- 2<sup>re</sup>. Fixe le dividende de l'exercice 1876 à 3 fr. 55 1/2 par action;
- 3<sup>re</sup>. Approuve les comptes des recettes et des dépenses présentés par l'administration de la Compagnie pour l'exercice 1876;
- 4<sup>re</sup>. Nomme membres du conseil d'administration : MM. le comte A. de Gontaut, Pegiboux, Rivers Wilson, administrateurs sortants;
- 5<sup>re</sup>. Renvoie les comptes des dépenses et des recettes de l'exercice 1876 à l'examen d'une commission de vérification, pour le rapport en être présenté à l'assemblée générale dans sa réunion ordinaire de 1878.

Sont élus membres de cette commission : MM. Castel, Peltier, Razy, Tourneux, Ville-neuve.

#### BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 9 22  
En ce moment..... » 9 24  
Obligations Rouméliennes..... P 24-  
Papier-monnaie—L. T. 100 P. 183.10

#### NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

##### FRANCE.

On écrit de Paris :

Pendant ce mois de prorogation le cabinet s'est surtout appliqué à faire peur. Il n'a guère réussi dans cette tâche. En vain M. de Broglie et M. de Fourton ont-ils enfilé leur voix dans leurs circulaires. Toutes les tentatives d'intimidation ont échoué. Si vous lisez les lettres très-nombreuses que je reçois des départements les plus opposés, vous verrez que la situation est jugée avec un calme parfait et une remarquable clairvoyance. De même que l'acte du 16 mai a été fort bien interprété par tous, puisque dès le premier jour on lui a donné sa véritable signification, de même on prévoit qu'en dépit de la politique de combat, les républicains triompheront partout. Le sens politique s'est développé considérablement dans notre pays, et je vous demande quelle est la nation ayant passé comme la nôtre par des épreuves aussi surprenantes qu'inattendues, qui aurait montré le calme et le sang-froid dont nous sommes les témoins?

Sans doute il y a eu un mouvement d'indignation lorsqu'on a appris l'avènement de MM. de Broglie et Fourton, mais nulle part on n'a signalé aucun trouble, puisqu'en définitive le dernier mot restera toujours au pays.

Il paraît, s'il faut en croire les journaux officieux, que c'est l'interpellation de M. de Mun qui vient en tête de l'ordre du jour. Interpellation sur quel objet? me dites-vous. Interpellation sur l'ancienne note de l'Agence Havas relative à la répression des menées ultramontaines. M. de Mun veut savoir si cette note émane du gouvernement et dans le cas contraire quelle conduite tiendra le cabinet, vis-à-vis du parti clérical. Cette interpellation n'est guère opportune. Si nous étions en présence d'un cabinet durable, ayant la majorité dans le Parlement, on comprendrait une pareille question, mais c'est un hors d'œuvre, si on songe à la crise que nous traversons, et l'attention de la Chambre est



qu'ils ne tolèrent pas la diffusion de fausses nouvelles, et il déclare que les républicains, en attaquant la circulaire ministérielle, proclament le droit au mensonge. Or, si on doit blâmer très-sévèrement ceux qui colportent de fausses nouvelles, il n'en est pas moins vrai que M. le ministre de l'intérieur semble admettre qu'il y a des vérités qu'on ne peut pas dire. Ainsi les présidents de tribunaux et de chambre de commerce se plaignent de l'arrêt des affaires. M. de Fourcand déclare que ce ralentissement n'existe pas; il y a donc des vérités que le cabinet ne veut pas entendre à moins qu'elles n'aient été estampillées par le gouvernement. C'est là une singulière prétention que les journaux officieux eux-mêmes ne sauraient admettre. Le gouvernement impérial usait des mêmes procédés et les orléanistes qui sont aujourd'hui au pouvoir étaient très ardens pour les condamner, mais ils ont oublié leur passé.

M. Edouard Serre, procureur général à Montpellier, qui vient d'être révoqué, a adressé au garde des sceaux, duc de Broglie, la lettre suivante, que publie l'Echo universel:

« Monsieur le garde des sceaux,

« Un décret rendu sur votre proposition vient de m'enlever mes fonctions de procureur général près la cour d'appel de Montpellier. Depuis votre entrée au ministère, je m'attendais au coup qui me frappe. Procureur général de la république, j'avais osé affirmer hautement mon profond dévouement aux institutions républicaines. J'avais servi fidèlement, loyalement, le gouvernement que la France s'est donnée. J'étais plus coupable encore, j'avais poussé l'audace jusqu'à flétrir publiquement les commissions mixtes et leur souvenir infâme, et j'avais eu l'honneur insigne de mériter les colères et les haines d'un parti qui n'oublie pas. C'étaient là plus de titres qu'il ne m'en fallait pour être une des premières victimes de votre politique bien connue du pays. C'étaient des crimes irrémissibles aux yeux d'un ministre dont un illustre homme d'Etat et un grand citoyen disait, aux applaudissements de la France entière, qu'il serait un jour « le protégé de l'empire ».

« J'ai mérité mon sort, monsieur le garde des sceaux, et vous avez bien fait, vous premier ministre de la république, de révoquer un procureur général républicain. Votre conduite est loyale et je vous en félicite.

« Si le manifeste des gauches ne m'avait fait un devoir de rester jusqu'à ce jour à mon poste, je ne vous aurais pas laissé la satisfaction de me frapper. Je ne voulais ni ne pouvais servir sous vos ordres; je redoutais de me donner, même un seul moment, l'apparence d'une solidarité quelconque avec vos principes de gouvernement, avec vos actes, avec une politique que le pays désapprouve et à laquelle mon devoir de citoyen me défendait de m'associer. La protestation des gauches me disait d'attendre ma révocation. Je l'ai attendue. Par bonheur l'attente n'a pas été longue et votre initiative toujours bienveillante a abrégé pour moi la durée de l'épreuve.

« Ce n'est pas sans un profond sentiment de regret que j'ai quitté la magistrature, à laquelle j'ai consacré plus de vingt années de ma vie. Je n'abandonne pas sans esprit de retour mes fonctions judiciaires. Je les reprendrai, je l'espère, dans un avenir prochain, le jour où la parole étant rendue à la France, vous descendrez à votre tour du pouvoir, le jour où cette maxime formulée autrefois par M. le président de la république: « Le droit des majorités est la règle des gouvernements parlementaires » sera redevenue une vérité, et présidera à la constitution des ministères. Jusque là, monsieur le garde des sceaux, j'aurais de votre triomphe et continuez à servir la république en révoquant les républicains.

« Veuillez agréer, monsieur le président du conseil, l'assurance de mon respect.

« EDOUARD SERRE,

« procureur général révoqué. »

Le Journal des Débats n'est nullement troublé par les projets de rigueur envers la presse que l'on prête au cabinet français.

Plusieurs journaux officieux veulent bien nous faire savoir que le gouvernement est résolu à prendre des mesures énergiques contre le prétendu mouvement organisé en province par un certain nombre de membres de la Chambre des députés; et l'un d'eux, poussant l'indignation plus loin, nous avertit avec charité que « non-seulement les réunions privées seront interdites, mais encore qu'une sourdine sera imposée à la presse. »

Est-il besoin de dire que nous n'avons absolument aucune crainte de la sourdine qu'on nous annonce? Tant que nous resterons dans la limite de nos droits légaux, ce que nous avons toujours fait et ce que nous ferons toujours, nous ne redoutons aucune des variétés de bâillons qu'on agit devant nos yeux.

Nous défierons le gouvernement de réaliser les projets qu'on lui prête! Il y a, Dieu merci! des lois pour nous défendre, et des tribunaux pour appliquer ces lois. On a songé, il est vrai, à supprimer lois et tribunaux au moyen de l'état de siège; mais il est impossible d'établir l'état de siège sans le consentement des Chambres, et, si on essayait de le faire après la dissolution, — en supposant que la dissolution soit prononcée, — on commettrait un acte illégal contre lequel il y aurait sans contredit des juges prêts à protester, puisque M. le garde des sceaux a bien voulu nous rappeler que les magistrats rendaient des arrêts et non des services. Laissons la presse de côté; elle ne court aucun risque sérieux. Nous sommes moins rassurés sur les réunions privées, quoique les hommes actuellement au pouvoir soient les amis de M. de Larcy qui s'est illustré sous l'Empire en revendiquant avec une ténacité et un courage à toute épreuve les droits qu'on refuse aujourd'hui aux républicains.

On nous écrit en effet de Creil qu'une réunion de maires, adjoints et conseillers municipaux, accompagnés de quelques personnes notables, qui devait choisir deux candidats aux élections du conseil d'arrondissement, a été suspendue sur un ordre du commissaire de police. Toutes les invitations avaient pourtant été faites par lettres per-

sonnelles, et toutes les précautions avaient été prises pour conserver à la réunion un caractère absolument privé. M. Frank Chauveau, député de l'arrondissement, a eu le bon esprit d'inviter les assistants à mépriser cette provocation; il leur a rappelé que le parti républicain avait pour lui le bon sens, la loi et le nombre, et que, quoi qu'on pût faire, le dernier mot resterait à la nation. Après ces discours habiles et modérés, la réunion s'est séparée dans le plus grand calme. On ne saurait trop féliciter M. Frank Chauveau et ses amis de leur prudence. Ils ont bien fait d'éviter une agitation fâcheuse. Toutefois, la loi en main, nous avons le devoir de demander au gouvernement en vertu de quel droit il s'oppose aux réunions privées. C'est une question qui vaudra la peine d'être examinée lorsque la circulaire ministérielle qu'on nous annonce à ce sujet aura paru. Le gouvernement ne peut pas plus interdire les réunions privées qu'il ne peut fermer la bouche aux journaux.

D'ailleurs, ajoutent les Débats, ces mesures, plus impuissantes que dangereuses, ne servent à rien. On n'empêchera pas les députés d'écrire à leurs commettants. On aura beau recourir à tous les vieux procédés de l'empire, on n'empêchera pas la lumière de se faire sur l'acte du 16 mai. Le pays qui sait déjà par qui il a été lancé dans une nouvelle aventure, fera la part des responsabilités et jugera chaque homme et chaque chose en connaissance de cause.

## AUTRICHE-HONGRIE.

## LE RENDEMENT DES IMPÔTS.

Malgré les conditions défavorables dans lesquelles le monde économique se trouve depuis quelque temps le résultat accusé par le rendement des impôts en Autriche est satisfaisant. Le 1<sup>er</sup> trimestre de cette année accuse pour la Cisleithanie, en ce qui concerne les impôts directs, le chiffre de 27,708,000 florins. Dans la période correspondante de 1876, le chiffre de ces recettes n'était que de 27,134,000 florins. Il y a donc pour 1877 une plus-value de 574,000 florins. Les contributions indirectes accusent pour la même période de l'année courante le chiffre de 49,806,000 florins, bien que dans quelques branches les recettes brutes soient restées au-dessous du chiffre réalisé l'année dernière. Si l'on compare le résultat de cette période avec ceux de la période correspondante de 1876, qui se chiffraient par 47,418,000 florins, on en déduit, à l'avantage de l'exercice en cours, une somme de 2,388 000 florins. Les plus-values du 1<sup>er</sup> trimestre additionnées s'élevaient au total de 2,962,000 florins. Ce résultat paraît d'autant plus satisfaisant que c'est aux contributions indirectes qu'est dû en grande partie le chiffre de la plus-value des recettes; or les contributions indirectes offrent, comme on sait, fort peu de prise à la création de nouvelles ressources par voie législative. Une dernière considération à faire à cet égard, c'est que par l'accroissement des recettes provenant des contributions indirectes, on est en droit de conclure que la consommation a repris un mouvement ascensionnel et avec elle le bien-être général des consommateurs.

## ALLEMAGNE.

## LE DILETTANTISME EN POLITIQUE EXTERIEURE.

On lit dans la Correspondance provinciale:

Le dilettantisme en politique extérieure a été caractérisé comme il suit par le prince de Bismarck, dans les premières années de sa carrière ministérielle, à propos des discussions auxquelles donnait lieu la question du Schleswig-Holstein:

Les idées de M. l'orateur en matière de politique extérieure me font penser à celles d'un habitant des plaines voyageant pour la première fois dans un pays de montagnes. Quand il aperçoit une cime, rien ne lui paraît plus facile que de l'escalader; il ne croit pas même avoir besoin d'un guide, car la montagne est toute droite devant lui, et le chemin qui mène au sommet est, en apparence, sans difficulté. Mais s'est-il engagé dans ce chemin, il ne tarde pas à rencontrer des précipices et des escarpements que les plus belles paroles du monde ne l'aideront pas à franchir.

Nous exigeons, en Prusse, pour toute fonction publique, par exemple pour la justice, voire pour le service de sous-officier, et pour tout autre emploi, des examens, des études préparatoires spéciales, des épreuves difficiles, mais, quant à la haute politique, chacun peut s'y livrer, chacun se sent apte à en faire, et, dans ce champ ouvert à toute conjecture, rien n'est plus facile, en y mettant une certaine assurance, que d'affirmer, non sans apparence, la possibilité de toutes choses. Pour réfuter avec succès une seule idée fautive, on sait qu'il faut écrire tout un livre, et encore l'on ne convainc pas l'auteur de cette idée.

C'est une erreur dangereuse, mais fort répandue aujourd'hui, de croire qu'en politique ce que l'intelligence des hommes d'expérience ne voit pas, peut être révélé aux dilettantes politiques par la simple intuition.

L'un des chefs du parti progressiste (M. le Dr Virchow) a donné tout récemment un nouvel exemple de ce dilettantisme dans une assemblée électorale de Berlin. Parlant de la paix et de la guerre, l'orateur a reconnu, il est vrai, que l'attitude du gouvernement de l'Empire, dans la question d'Orient, ne prêtait à aucune critique; mais il a vivement blâmé la « réserve absolue » que garde le gouvernement « sur ce qu'il pense de l'avenir le plus prochain. Sans doute — a-t-il ajouté — on ne peut demander au gouvernement de déterminer d'avance sa conduite pour chaque cas particulier, mais « il devrait cependant se faire une idée de la tournure » que les choses doivent prendre en Europe, si l'on veut que les intérêts allemands puissent être sauvegardés ».

L'orateur admet que tous les autres grands Etats sont touchés de plus près que l'Allemagne par la guerre; en première ligne l'Autriche et l'Angleterre,

puis la France et l'Italie, lesquelles peuvent par la suite s'en ressentir très désagréablement; — malgré cela, il demande que l'Allemagne s'exprime hautement et clairement sur sa position, et il trouve on ne peut plus dangereux, « que le gouvernement allemand, outre qu'il ne présente aucun programme pour l'avenir prochain, garde aussi un silence absolu sur la manière dont il pense intervenir dans l'intérêt de la paix future ». Suivant l'orateur, l'Angleterre a commis une faute grave en ne se décidant pas à exercer, de concert avec les autres puissances, une pression sur la Porte; au lieu de laisser un seul Etat procéder par la voie des armes, il eût fallu qu'un tribunal d'arbitres internationaux imposât les réformes à la Turquie. Pour mettre fin aux armements continuels, l'Europe doit organiser ce tribunal arbitral; il ne sera plus possible ensuite de commencer, sous des prétextes frivoles, une guerre qui menace le repos de tout un continent. — En terminant, l'orateur a déclaré « que le devoir de notre gouvernement » est de faire en sorte que la guerre ait un terme aussi prompt que possible. »

Ce nouveau manifeste oratoire du savant progressiste est sans contredit et sous tous les rapports ce que le dilettantisme politique a jamais produit de plus superficiel; il repose sur une ignorance étonnante on sur un mépris absolu des faits les plus connus et des expériences les plus décisives.

Le gouvernement de l'Empire dans sa politique orientale, non seulement n'a donné lieu jusqu'ici à aucune plainte légitime (comme l'orateur le reconnaît lui-même), mais encore il a itérativement exposé le point de vue général de sa conduite pour le présent et pour l'avenir, — de telle façon qu'on Reichstag (M. le Dr Virchow, il est vrai, n'est pas membre de cette assemblée) tous les partis sans distinction et sans opposition aucune — même les orateurs du parti progressiste et ceux de la fraction ultramontaine — ont exprimé leur satisfaction, leur adhésion et leur confiance à l'égard de la conduite de notre politique étrangère, — par rapport surtout à sa tendance et à son action pacifiques.

Que le prince de Bismarck se soit fait une idée de la tournure que les choses doivent prendre en Europe, si l'on veut que les intérêts allemands soient sauvegardés, — assurément son plus ardent adversaire même peut s'en fier à lui sous ce rapport, plus qu'à tout autre homme d'Etat ou à tout autre politique; mais qu'il exprime « tout haut » ses idées et ses vœux à cet égard, qu'il présente dès aujourd'hui un programme, qu'il fasse connaître enfin comment il compte intervenir dans l'intérêt de la paix future, — c'est là ce qui ne peut être demandé ou attendu que par un dilettante incroyablement naïf en matière de politique extérieure. Le peuple allemand tout entier n'accorde précisément au chancelier de l'empire une confiance si absolue que parce qu'il sait par une expérience de quinze années que le prince de Bismarck n'échoue pas avant l'heure dans des programmes bavards sans plans mûris avec soin, mais qu'il puisse les réaliser quand le moment propice est arrivé.

Comment l'Allemagne qui de toutes les puissances, on le reconnaît, est la moins directement touchée par la question d'Orient, pourrait-elle dire d'avance la position finale qu'elle prendra dans la solution de cette question, lorsque aucun des gouvernements les plus intéressés ne sort de sa prudente réserve? Les longues discussions qui ont eu lieu récemment au parlement anglais nous en « elles rien appris de précis sur le programme de l'Angleterre »? Qui donc connaît le programme de l'Autriche, de la France, de l'Italie?...

Quant au tribunal arbitral dont on parle, un essai n'en a-t-il pas été fait par les conférences tenues à Constantinople? Tous les nobles esprits, dans tous les temps, ont exprimé le désir de voir établir une paix durable entre les peuples; mais qu'il soit possible d'insérer un tribunal d'arbitres internationaux, qui imposera la paix aux récalcitrants, c'est ce qu'aucun esprit politique n'a jamais cru.

A défaut d'un pareil tribunal, il n'est réellement pas sérieux de prétendre que le gouvernement allemand ait le devoir de faire en sorte que la guerre se termine aussi promptement que possible; c'est méconnaître la situation que l'Allemagne a acquise comme puissance.

Nul homme raisonnable ne saurait demander au désert que la Prusse se serve de cette situation pour forcer la solution par une parole d'autorité; car une telle parole ne peut être dite sans la résolution de la soutenir au besoin par l'épée, et l'Allemagne se verrait immédiatement ainsi entraînée à faire la guerre.

Mais se servir de la situation morale de l'Empire allemand comme puissance afin de préserver la paix de l'Europe, — même après l'échec des efforts internationaux, — de la préserver, disons-nous, d'une plus grande perturbation, c'est ce à quoi la politique de notre Empereur et du chancelier de l'Empire n'a pas failli un seul instant. Les efforts de la politique allemande qui, après la dernière guerre, ont trouvé d'aussi leur expression et leur base puissante dans l'union des trois Empereurs, se montrent encore, dans la crise si grave que nous traversons, comme une garantie d'entente et de médiation pacifiques dépassant de beaucoup les limites d'une alliance restreinte.

Si, malgré les hostilités effectivement engagées entre la Russie et la Turquie, les chances du maintien de la paix européenne ont plutôt augmenté que diminué pendant les dernières semaines, la politique allemande a eu sa bonne part dans le succès obtenu jusqu'ici.

Avec cette conviction, la confiance du peuple allemand ne se laissera pas ébranler.

## TRIBUNAUX ÉTRANGERS.

## AFFAIRE T'KINDT.

L'instruction relative à cette affaire est enfin terminée.

M. le procureur du roi conclut à l'abandon de la poursuite en ce qui concerne Marie Collart, dite Lolo, la maîtresse de T'Kindt. Il demande le renvoi aux assises.

1<sup>o</sup> De T'Kindt, comme accusé principal, pour faux et pour détournements.

2<sup>o</sup> De M. Fortamps, gouverneur de la Banque, de M. Sabatier ancien gouverneur, aujourd'hui administrateur, et de deux autres administrateurs, MM. Kokx et Gendebien, pour complicité de faux, et comme étant prévenus d'avoir aidé T'Kindt à fabriquer de faux billets de la Banque de Belgique.

3<sup>o</sup> De plusieurs agents de change: MM. Debuck père, Debuck fils, Loevenstein, pour recel et complicité dans les opérations véreuses auxquelles se serait livré l'ancien caissier.

4<sup>o</sup> Enfin, de quatre employés de la Banque de Belgique, prévenus également d'avoir assisté T'Kindt dans ses agissements frauduleux.

La chambre du conseil, à laquelle il appartient d'envoyer les accusés devant la cour d'assises, sera appelée prochainement à délibérer sur ces conclusions.

## AFFAIRE GORLET-RENNES.

C'est le 30 mai que la 2<sup>e</sup> chambre du tribunal civil de Bruxelles, présidée par M. Delecourt, a rendu son jugement en cause de M. le comte Eug. Goblet d'Alviella, avocat et membre du conseil provincial du Brabant, demandeur en réparation judiciaire contre M. le lieutenant-général en retraite Renens, auteur de l'écrit intitulé: Les Conspirations militaires de 1831, défendeur.

On sait que le demandeur fonde son action sur ce que l'écrit incriminé était calomnieux et diffamatoire et portait atteinte à la mémoire de son aïeul feu le lieutenant-général Goblet d'Alviella.

Le tribunal, de l'avis entièrement conforme de M. Gilmont, substitut du procureur du roi, déclare l'action recevable, mais la regrette quant au fond.

Le jugement, qui déclare l'action non fondée et qui condamne le demandeur aux dépens, est assez longuement motivé.

Il estime que le débat soulevé dans cette cause appartient au domaine de l'histoire, qu'il n'a pas dit son dernier mot encore dans les discussions soulevées à propos des événements de 1831.

Les allégations contenues dans l'écrit du défendeur doivent donc échapper à l'appréciation des tribunaux, et ils ne peuvent, dans l'espèce, être considérées comme revêtant un caractère d'intention méchante de calomnie et de diffamation.

Si le jugement accorde au défendeur les immunités de l'historien et s'il reconnaît la pensée patriotique qui a inspiré l'auteur de l'écrit, il ne se prononce en aucune façon sur le bien ou mal fondé des allégations qui y sont contenues, en ce qui concerne notamment l'aïeul du demandeur, contre l'honorabilité duquel rien n'est inféré par le tribunal.

C'est exactement ce qu'avait demandé, dans ses conclusions, l'honorable organe du ministère public, M. Gilmont.

## OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

## TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

21 Juin 1877

Lever du soleil ..... 4 h. 29 m.  
Coucher ..... 7 h. 36  
Temps moyen à midi apparent ..... 12 h. 42  
à la turque à midi moyen ..... 4 h. 47

## 8 heures du matin.

Baromètre ..... 762.7  
Thermomètre ..... 20.6  
Minima ..... 12.4  
Maxima de la veille ..... 24.4  
Direction et force du vent S. calme.

## COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres)

Livre anglaise ..... P. 410 44  
Pièce de 20 francs ..... 87 38  
Imperial russe ..... 83 40  
Ducat (Crémitt) ..... 51 45  
Medjidié blanc (différence) ..... 404 35  
Bechlik ..... 416  
Métallique ..... 416 20  
En papier monnaie ..... 183  
Cuivre ..... 478  
Change sur Londres ..... 440 40  
de Paris ..... 22 90

## MOUVEMENT DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.

Constantinople, le 17 et 18 Juin 1877.  
De Piré italien *Sciminto* cap. Luna marchandise et passagers agence Florio.  
De Amsterdam hollandais *Polux* cap. Overla marchandise et passagers agence Heald.  
De Alexandrie autrichien *Venus* cap. Marinovich marchandise et passagers agence Lloyd.

DÉPARTS DES VAPEURS  
Pour Kustendjé italien *Segesta* cap. Marano marchandise et passagers.  
Pour Trébizonde français *Niemen* cap. Sibilet marchandise et passagers.  
Pour Malte anglais *Sinaldella* cap. Deurs Iest.

ARRIVÉES DES VOILIERS  
De Argos hellène *Ephthia* cap. Sclaratos zolfo ton. 130.  
De Cardiff italien *N. Angiolina* cap. Costa charbon ton. 30.

DÉPARTS DES VOILIERS  
Pour Panderno et Havre italien *Federico* cap. Costa lest.

## NOLISSEMENTS PRATIQUÉS

Deux voiliers anglais de blé 2500 et 2800 de Cons/ple pour R. U. schel. 219 et blé avec tarif.

Directeur-Gérant N. BORDEANO.

## ANNONCES

## MINISTÈRE DE LA GUERRE.

## AVIS.

Lundi, 13 juin (v. s.), auralieu l'adjudication définitive de 100,000 ceintures rouges de laine de Tossia déjà soumissionnée à 10 piastres l'une.

La livraison entière de ces ceintures sera complétée dans le terme de 5 mois à partir de la date du contrat par des lots mensuels de 20,000 pièces.

Le paiement en sera fait à la présentation du reçu, au comptant et en *caimé* à sa valeur nominale.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 20 juin 1877.

## MINISTÈRE DE LA GUERRE.

## AVIS.

Lundi, 13 juin (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 20,000 ocques de savon de Canée déjà soumissionnée à 4 piastres l'ocque.

Les 5,000 ocques de ce savon seront livrées sans délai et le reste dans 31 jours.

Le paiement du montant en sera fait à la présentation du reçu, en médjidié d'argent à raison de 20 piastres ou en *caimé* avec l'ag-o du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 18 juin 1877.

## AVIS.

Hadijé Hanoum, épouse d'Ahmed Atti Bey, membre du Bureau de la correspondance du Ministère des Finances a perdu le Bérat (titre) des Eshamiddjé, portant le numéro 3170 et d'un intérêt annuel de 4,000 piastres, dont elle était la détentrice, ainsi que le cachet spécial destiné à apposer sur les coupons.

Comme les propriétaires des titres perdus peuvent demander de l'Administration des Eshamiddjé la livraison d'un nouveau titre, le public est prévenu que si à partir de la date de la demande à cet effet, faite par la susdite Hadijé Hanoum, le Bérat en question n'est pas découvert et remis à la détentrice, un nouveau Bérat sera délivré à la susdite Hadijé Hanoum qui touchera également les intérêts y afférents et l'ancien Bérat sera de nulle valeur. En même temps le Ministère des Finances a écrit une circulaire à tous les départements et aux provinces afin de prévenir les caisses chargées de payer les coupons des Eshamiddjé de la perte du susdit titre dont les coupons seront saisis aussitôt qu'ils seront présentés.

Le présent avis sera publié trois fois dans les divers journaux de la capitale et de la province.

A LOUER un vaste local dans le Galata rue Vélodrome N° 8 composé de 11 chambres, et occupé dernièrement par la Compagnie turque Mahsoussé.

## MAISON MASSÉ

Au Taksim de Péra.

## Equipages de Luxe

## POUR LOUAGE

au mois et à la journée. — En ville et à la campagne.

## Prix modérés.

## MAISON MASSÉ

Au Taksim de Péra.

## Equipages de Luxe

## POUR LOUAGE

au mois et à la journée. — En ville et à la campagne.

## Prix modérés.

A LOUER un grand magasin de bord de la mer près de l'échelle de Scutari et contenant plus de 15 pièces. S'adresser au bureau de Baghtévan oğlu N° 28 Yéni-Khan, Stamboul.

## AVIS.

Une institutrice anglaise, possédant bien sa langue et pouvant enseigner le français et la musique voudrait entrer dans une bonne famille.

S'adresser aux bureaux du journal.

TRAITEMENT PROMPT ET RADICAL des maladies secrètes des deux sexes PAR

## M. le Dr Marc Markel

## médecin autrichien

Péra, rue Hendek N° 54 de 9 à 11 h. Galata, Youksef Kaldirim, Pharmacie Polonoise de 1-4 h. p. m.

Les dimanches et mercredis, consultation gratuite.

## AVIS.

La Municipalité du XIII<sup>e</sup> cercle prévient que pour l'année courante le droit d'établir des bains de mer publics à Cadikéy de Haidar pacha à Bostandji-bachi aux emplacements accoutumés, est mis en adjudication.

Les offres des enchérisseurs seront acceptées jusqu'au 15/27 juin au local de la municipalité à Cadikéy.

## EN VENTE

Dans les bureaux du journal et au N° 238 de la Grand'Rue de Péra.

## MIFTAH-UL-TABBAHIN

## La clef des cuisiniers.

UN AGRONOME européen, désire gérer un Thiflik soit comme intendant, soit comme intéressé sur les produits.

S'adresser au Bureau du Journal.

## ROBES ET CONFECTION

Rue Elmadji n° 8 (Grands Champs).

## A LOUER

chambres meublées ou non meublées.

S'adresser n° 8 rue Elmadji, (Grands Champs).

## Messageries Maritimes

## PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Ligne de Constantinople. — MARSEILLE. Départ de Marseille chaque Samedi. Arrivée à Constantinople le samedi. Départ de Constantinople chaque mercredi. Arrivée à Marseille le mercredi. Une semaine par Dardanelles, Pirée et Smyrne; l'autre semaine par Dardanelles, Smyrne et Syra.

Correspondance à Smyrne avec le bacau se rendant en Syrie et à Alexandrie.

Services combinés des Messageries Maritimes et des chemins de fer français. Billets directs, de 1<sup>re</sup> et 2<sup>me</sup> classe à prix réduits, de Constantinople à Paris avec arrêts à Marseille et à Lyon. 1<sup>re</sup> classe fr. 457; 2<sup>me</sup> classe fr. 348.

Ligne d'Odessa. — Départ de Constantinople chaque mardi à 10 h. matin. Arrivée à Odessa le mercredi soir. Départ d'Odessa le samedi à 10 h. matin. Arrivée à Constantinople le dimanche soir.

Ligne de Salonique. — Départ de Constantinople tous les quinze jours le jeudi à 10 h. matin. Arrivée à Salonique le samedi à 10 h. matin. Arrivée à Constantinople le dimanche soir.

Ligne du Danube. — Départ de Constantinople chaque lundi à 4 h. du soir pour Kustendjé, Souline, Toulcha, Galatz et Braila. Arrivée à Cons/ple le mardi.

Ligne de Trébizonde. — Départ de Constantinople chaque lundi à 4 h. du soir pour Samsoun, Kérassoundi et Trébizonde. Arrivée à Constantinople le mardi.

Pour les autres lignes de la Méditerranée et pour les lignes du Brésil, de la Plata et de l'Indo-Chine, et pour tous autres renseignements, s'adresser à l'Agence Principale Constantinople (Kiretch-Capou), Galata.

Envois d'argent: L'Agence reçoit à découvert des sommes d'argent qui sont payées aux destinataires dans tous les bureaux de poste de France de Suisse et d'Italie.

## ADMINISTRATION



